



Benoît Apollis

Maître de conférences en droit public
Université Paris-Panthéon-Assas

Centre d'études et de recherches en
sciences administratives et politiques
(CERSA - UMR 7106)

benoit.apollis@assas-universite.fr

PARCOURS

I. Statut

Depuis janvier 2021 : Maître de conférences en droit public à l'Université Paris-Panthéon-Assas

Sept. 2017 – déc. 2020 : Maître de conférences en droit public à l'Université de Rennes-I

Fév. 2008 – août 2017 : Maître de conférences en droit public à l'Université Paris-X Nanterre

Mars 2007 : Inscrit par les sections 01 (droit privé) et 02 (droit public) du Conseil national des universités sur la liste de qualification aux fonctions de maître de conférences

Décembre 2005 : Docteur en droit privé (mention très honorable et félicitations du jury, présentation à un prix de thèse, présentation à une subvention en vue d'une publication) – Université Montpellier I

Thèse de doctorat : *Autorisations sanitaires et hospitalisation privée. Contribution à l'étude des autorisations administratives dans leurs rapports avec les personnes privées*, avant-propos D. Truchet, préf. F. Violla, Les Etudes Hospitalières, coll. *Thèses*, n° 20, 2008¹

Jury : J.-L. Mouralis, Pr. à l'Université d'Aix-Marseille III (prés.) ; S. Becqué-Ickowicz, Pr. à l'Université de Grenoble II (rapp.) ; D. Truchet, Pr. à l'Université Paris II (rapp.) ; P.-H. Antonmattéi, Pr. à l'Université de Montpellier I ; G. Fauré, Pr. à l'Université d'Amiens ; F. Violla, Mcf. à l'Université de Montpellier I (dir.).

II. Responsabilités

Pédagogiques

Depuis sept. 2025 : Directeur du Master « Droit de la santé », Parcours « Droit sanitaire et social » de l'Université Paris-Panthéon-Assas

De 2021 à 2025 : Directeur du Master « Droit public », Parcours « Droit sanitaire et social » de l'Université Paris-II – Panthéon-Assas

De 2009 à 2016 : Directeur de la Licence et du Master (2013-2015) d'administration publique de l'Université Paris-X Nanterre

De 2009 à 2014 : Directeur de la classe préparatoire aux concours administratifs de catégorie A et A+ de l'Université Paris-X Nanterre

De 2005 à 2007 : Responsable du projet de création du Master Administration des établissements publics de santé au sein de l'Université Montpellier I

Administratives

2019-2020 : Responsable de la mention « Licence » de la Faculté de droit et de science politique de Rennes

De 2008 à 2017 : Directeur des études, puis Directeur (2009-2014) de l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG) de l'Université Paris-X Nanterre

¹ Thèse couronnée du prix *Jean-Marie Auby* décerné par l'Association française de droit de la santé (meilleure thèse en droit de la santé 2005-2006) ainsi que du prix *Etienne Ponsellé* décerné par la faculté de droit de Montpellier (meilleure thèse en droit de la santé 2005). Pour des chroniques de la thèse : *RGDM* 2007, n° 23, p. 276, chr. G. Mémeteau ; *RDSS* 2008, p. 995, chr. E. Alfandari ; *AJDA* 2009, p. 120, chr. J.-C. Ricci, J. Tremeau et G. Clamour.

Nationales

De 2019 à 2023 : Membre titulaire (nommé) du Conseil national des universités (section 02)

De 2011 à 2019 : Secrétaire général (2011-2015) de la Conférence nationale des directeurs d'IPAG (universités) et de CPAG (IEP), puis chargé de mission auprès du Président (2016-2019)

III. Rayonnement

Membre de jurys de thèses, de concours ou d'examens

Depuis 2011 : Membre de jurys de thèses de doctorat

- 1) Monsieur Aguibou Baldé, *L'ineffectivité de l'État-social en Guinée*, thèse soutenue en 2025 à l'Université Bourgogne Europe (Dijon), sous la direction de Madame Isabelle Moine-Dupuis
- 2) Madame Naouel Abbas, *Les forces du droit à l'épreuve du progrès médical et scientifique : pouvoirs publics et avancées médicales*, thèse soutenue en 2024 à l'Université Paris-Panthéon-Assas sous la direction des Professeurs Michel Borgetto et Catherine Puigelier
- 3) Monsieur Christopher Chatfield, *La régionalisation sanitaire : réflexions sur un processus inabouti*, thèse soutenue en 2018 à l'Université de Lille, sous la direction de Madame la Professeure Johanne Saison-Demars
- 4) Madame Annabelle Pécou, *Le service public hospitalier*, thèse soutenue en 2016 à l'Université Paris Est Créteil, sous la direction de Madame la Professeure Sabine Boussard
- 5) Monsieur Jean-Louis Romanens, *Permanences, mutations et renouveau du service public hospitalier*, thèse soutenue en 2014 à l'Université Montpellier 1, sous la direction de Monsieur François Vialla
- 6) Monsieur François Moro, *L'administration du système de santé : les effets de la création de l'agence régionale de santé*, thèse soutenue en 2014 à l'Université Montpellier 1, sous la direction de Madame la Professeure Emmanuelle Marc
- 7) Madame Gildine Croizé, *Le consentement du patient assuré social*, thèse soutenue en 2011 à l'Université Montpellier 1, sous la direction de Monsieur François Vialla

Depuis 2011 : Membre de comités de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences

Université de Toulouse (2011) | Université d'Évry Val d'Essonne (2013) | Université de Lille (2015 et 2025) | Université de Paris-X Nanterre (2016 et 2018) | Université de Nantes (2018) | Université de Paris-I – Panthéon-Sorbonne (2020 et 2024) | Université de Montpellier (2024) | Université Paris-Panthéon-Assas (2025)

De mars à septembre 2019 : Membre du jury plénier du concours d'entrée à l'École nationale supérieure de la sécurité sociale (EN3S)

Juin 2019 : Président de jury du Baccalauréat général (académie de Rennes)

Mai 2014 : Président du comité de l'université de Paris-X Nanterre pour le recrutement d'un PRAG

De 2009 à 2011 : Membre du jury du concours de sortie des élèves directeurs d'hôpital à l'École des hautes études en santé publique (EHESP)

Membre d'associations savantes

Membre du conseil d'administration de l'Association française de droit de la santé (AFDS) depuis 2015 (membre de l'association depuis 2005)

Membre de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA)

Membre de groupes de travail nationaux

De septembre 2012 à mars 2013 : Membre du groupe de travail ayant abouti au *Rapport sur la diversité sociale au sein de la fonction publique territoriale* remis au conseil d'administration du CNFPT

Février 2016 : Membre du groupe de travail lancé par le Ministère en charge de la Fonction publique et le Réseau des écoles de service public (RESP) sur *l'harmonisation des classes préparatoires intégrées*

Promotion des formations

Intervention (*L'engagement dans la fonction publique et les valeurs de la République : le rôle des IPAG et des CPAG*) dans le cadre du colloque organisé par le Ministère de la Fonction publique et de la Décentralisation, « *L'engagement dans la fonction publique pour défendre les valeurs de la République* », le 26 novembre 2015

Interviews accordées à différents médias (sur les formations universitaires de préparation aux concours administratifs ainsi que sur la formation continue des agents publics à l'université) : Le Nouvel Observateur (2011) ; Sytudyrama (2012) ; Acteurs publics Magazine (2014) ; Acteurs publics TV (2015).

RECHERCHE

Domaines de recherche

- Droit de la santé publique
- Droit administratif et science administrative
- Finances sanitaires et sociales

Direction et codirection scientifiques

Décembre 2024 | Journée d'études, *Transition écologique et système de santé*, 9 décembre 2024, Université de Paris-Panthéon-Assas (codirection avec Sara Brimo et Jean-Baptiste Guyonnet)

Mars 2024 | Colloque annuel de l'Association française de droit de la santé (AFDS), *Les professionnels de santé en 2024*, 26 mars 2024, Université de Paris-Panthéon-Assas (codirection avec Isabelle Poirot-Mazères et Guillaume Rousset)

Octobre 2021 | Journée d'études de l'AFDS, *L'hospitalisation privée*, 19 octobre 2021, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (codirection avec Maxence Cormier)

Novembre 2019 | Journée d'études du CERSA, *La télémédecine saisie par le droit*, 8 novembre 2019, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (codirection avec Olivier Renaudie, Lucie Cluzel et Michel Borgetto)

Octobre 2019 | Journée d'études de l'AFDS, *Les autorisations sanitaires*, 15 octobre 2019, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (codirection avec Maxence Cormier)

Mars 2016 | Dossier spécial, *Autour de la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement* : RGDM 2016, n° 59, p. 133 et s.

Avril 2015 | Colloque, *L'hôpital public au début du XXI^e siècle*, 15 avril 2015, Université de Paris-X Nanterre

Participation à des programmes de recherche collective ou à des comités scientifiques

Mars 2021 : Membre du comité scientifique du colloque « *Le parcours du patient* », ss. dir. S. Théron, 26 mars 2021, Université Toulouse 1 – Capitole

De 2020 à 2023 : Membre du programme de recherche « *Autonomie des personnes âgées et mesures de protection juridique. Quelle place dans le champ médical pour la volonté des personnes âgées juridiquement protégées ?* », GIP Mission de recherche Droit et Justice, ss. dir. T. Grundler et C. Bourdair-Mignot

De 2013 à 2014 : Participation au programme de recherche « *Droit et comptabilité, la spécificité des comptes publics* », ss. dir. S. Kott, projet de recherche collectif entre le CRDP (Paris-X Nanterre) et le Conseil de Normalisation des Comptes Publics (CNoCP)

Responsabilités éditoriales

Depuis 2025 : Membre du comité éditorial de la revue *Finances hospitalières*

Depuis 2015 : Co-directeur de la rubrique semestrielle d'actualité « *Régulation de l'offre de soins* » à la *Revue générale de droit médical*

Depuis 2010 : Membre du comité de lecture de la *Revue Droit et Santé*

De 2004 à 2009 : Rédacteur en chef adjoint de la *Revue Droit et Santé*

Communications lors de colloques, de journées d'études ou de séminaires²

Droit de la santé publique

1. *La place des établissements privés dans le système de santé français* : conférence à l'Université de Bologne (It.) dans le cadre du séminaire « *Il sistema sanitario tra riforma e prospettive : dialoghi italo-francesi* », 13 mai 2025
2. *Financement, évaluation et contrôle de la transition écologique* : journée d'études « *Transition écologique et système de santé* », Université Paris-Panthéon-Assas, 9 décembre 2024 (*)
3. *Autorisations sanitaires et hospitalisation privée, 20 ans après* : journée d'études de l'Association française de droit de la santé (AFDS), « *30 ans de prix de thèse Jean-Marie Auby, 30 ans de droit de la santé* », Université de Lyon III, 26 novembre 2024
4. *La procédure d'évaluation des établissements sociaux et médico-sociaux depuis 2022* : colloque des 20 ans de la Haute autorité de santé « *HAS : 2004-2024, Regards croisés sur 20 ans de dialogue et de considération réciproque* », Université de Pau et des Pays de l'Adour, 18 octobre 2024
5. *De l'un au multiple : des formes plurielles d'exercice, nouvelles ou renouvelées* : colloque annuel de l'AFDS, « *Les professionnels de santé en 2024* », Université Paris-Panthéon-Assas, 26 mars 2024
6. *Les effets de la crise sanitaire sur le droit de la santé* : colloque annuel du CERSA, « *Les crises* », Université Paris-Panthéon-Assas, 16 novembre 2023
7. *Préfets, agences régionales de santé et collectivités territoriales* : colloque « *La mission préfectorale entre tradition et transformation publique* », Université Paris-Panthéon-Assas, 13 avril 2023 (*)
8. *L'intercommunalité et la santé : regards croisés entre Code général des collectivités territoriales et Code de la santé publique* : colloque « *Communautés, Métropoles et Santé* », Université d'Orléans, 9 novembre 2022 (*)
9. *L'urgence dans tous ses états : état d'urgence, urgence sanitaire, état d'urgence sanitaire* : colloque « *Les pouvoirs publics face aux épidémies (de l'Antiquité au XXI^e siècle)* », Université de Montpellier, 1^{er} septembre 2021 (*)
10. *Le renouveau de la proximité* : colloque annuel de l'AFDS, « *Défiance et Santé* », 27 mai 2021 (colloque dématérialisé en raison de la pandémie de Covid-19) (*)
11. *Le système de santé français est-il centralisé ?* : Cycle de séminaires virtuels de l'Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS), « *Regards croisés Droit-Philosophie sur la pandémie de Covid-19* », 13 mai 2020, Université de Paris-I – Panthéon-Sorbonne (intervention en réponse de celle d'O. Renaudie)
12. *Autorisations, coopération et concurrence dans le secteur hospitalier* : journée d'études de l'AFDS, « *Les autorisations sanitaires* », 15 octobre 2019, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (*)
13. *À la recherche de la démocratie sanitaire* : journée d'études *Santé et bioéthique* de la Ligue des droits de l'homme, « *Droits des patients et démocratie sanitaire : quelle effectivité ?* », 30 mars 2019, Paris
14. *La coordination des forces de l'ordre et des professionnels de la santé : arrêter les auteurs des actes et/ou soigner les blessés ?* : journée d'études de l'AFDS, « *Terrorisme et Santé* », 25 octobre 2018, Université de Rennes I (*)
15. *Les sources de la déontologie* : colloque annuel de l'AFDS, « *Déontologie et Santé* », 13 mars 2018, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (*)
16. *Coopérations sanitaires et droit de la concurrence* : colloque organisé par l'EHESP, « *La coopération entre les établissements de santé* », 17 octobre 2017, Paris

² Les communications mentionnées par un astérisque (*) ont donné lieu à publication dans des actes et figurent ainsi également dans la rubrique « *Articles et chapitres d'ouvrages* ».

17. *La régulation des établissements de santé après la loi du 26 janvier 2016* : conférence dans le cadre du Master Droit, Santé, Éthique, Université de Rennes I, 2 mars 2017
18. *L'hospitalisation à temps partiel* : colloque annuel de l'AFDS, « *Hospitalisation et ambulatoire* », 15 mars 2016, Hôpital Sainte-Anne (AP-HP) (*)
19. *Rapport introductif* du colloque « *L'hôpital public au début du XXI^e siècle* », 15 avril 2015, Université de Paris-X Nanterre (*)
20. *Parcours de soins et traitement du cancer* : colloque annuel de l'AFDS, « *Cancer et Droit* », 25 mars 2014, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (*)
21. *Originalités et banalités des commissions régionales de conciliation et d'indemnisation (CRCI)* : colloque de clôture des 24 heures du droit de la santé, « *Actualité de la responsabilité médicale et hospitalière* », 28 mai 2008, Université Montpellier I
22. *Les conventions de coopération interhospitalière* : colloque annuel de l'AFDS, « *Le contrat en droit de la santé* », 16 mars 2007, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (*)

Finances sanitaires et sociales

23. *La réforme du financement des urgences* : journée d'études « *Crise des urgences ou crise du système de santé ?* », Université d'Aix-Marseille, 2 mars 2023 (*)
24. *Le mode de financement des établissements de santé français* : séminaire de recherche franco-japonais « *Concilier santé et droit fondamentaux en période de pandémie* », Université Paris-Panthéon-Assas, 22 septembre 2022 (*)
25. *Le financement de l'hospitalisation privée* : journée d'études de l'AFDS, « *L'hospitalisation privée* », 19 octobre 2021, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (*)
26. *Le financement des mesures de sécurisation des établissements publics de santé* : séminaire de l'Association française de droit de la sécurité et de la défense (AFDSD), « *Les établissements publics de santé : sécurité et défense* », 20 mai 2021, Université de Cergy-Pontoise (*)
27. *Télémédecine et remboursement des actes* : journée d'études organisée par le CERSA, « *La télémédecine saisie par le droit* », 8 novembre 2019, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (*)
28. *Les enjeux des expérimentations de « l'article 51 » de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018* : colloque organisé par l'Institut Droit et Santé, « *Loi Santé : un nouvel élan* », 1^{er} juillet 2019, Université de Paris-V Descartes (*)
29. *Le financement du service public hospitalier* : journée d'études organisée par le CERSA, « *Le renouveau du service public hospitalier ?* », 27 avril 2017, Université de Paris-II – Panthéon-Assas (*)
30. *Propos introductifs* : table ronde du Master 2 d'Administration publique, « *La certification des comptes des établissements publics de santé* », 22 mars 2017, Université de Paris-X Nanterre

Droit administratif général

31. *La « patrimonialité » des actes administratifs* : in *Les biens publics*, journée d'études du Centre de recherches en droit public (CRDP), 6 octobre 2010, Université de Paris-X Nanterre

PUBLICATIONS

I. Ouvrages et direction de publications

A. Rédaction et corédaction de monographies

1. et D. Truchet, *Droit de la santé publique*, Dalloz, 10^e éd., coll. *Mémentos*, 2020 ; 11^e éd. en 2022 et 12^e éd. en 2024

2. *Autorisations sanitaires et hospitalisation privée. Contribution à l'étude des autorisations administratives dans leurs rapports avec les personnes privées*, avant-propos D. Truchet, préf. F. Vialla, LEH, coll. *Thèses*, n° 20, 2008

B. Direction et codirection d'ouvrages collectifs

3. *Transition écologique et système de santé*, LEH, coll. *Actes et séminaires*, 2025 (avec S. Brimo et J.-B. Guyonnet)
4. *Traité de droit hospitalier*, Presses de l'EHESP, 2024
5. *Droit, santé, éthique, Mélanges offerts au Professeur Marie-Laure Moquet-Anger*, LGDJ, 2024 (avec G. Le Floch, C. Paillard et R. Bouvet)
6. *Les professionnels de santé en 2024*, RDSS, n° spéc., Dalloz, 2024 (avec G. Rousset et I. Poirrot-Mazères)
7. *L'hôpital public au début du XXIe siècle*, RDSS, n° spéc., Dalloz, 2015
8. *L'entretien avec le jury. Préparer le grand oral des concours administratifs*, Ellipses, 2014

C. Direction et codirection de dossiers dans des revues à comité de lecture

9. *L'hospitalisation privée*, codirection avec M. Cormier, RDSS 2021, p. 960 et s. (10 contributions)
10. *La télémédecine saisie par le droit*, codirection avec O. Renaudie, L. Cluzel et M. Borgetto, RDSS 2020, p. 5 et s. (7 contributions)
11. *Les autorisations sanitaires*, codirection avec M. Cormier, RDSS 2020, p. 423 et s. (10 contributions)
12. *Autour de la loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement*, RGDM 2016, n° 59, p. 133 et s. (6 contributions)

II. Articles et chapitres d'ouvrages

Droit de la santé publique

1. *Préfets, agences régionales de santé et collectivités territoriales*, in G. Guglielmi et J. Martin (dir.), *La mission préfectorale entre tradition et transformation publique*, Éd. Panthéon-Assas, 2025, p. 193 et s.
2. *Introduction générale*, in *Traité de droit hospitalier*, Presses de l'EHESP, 2024, p. 9 et s.
3. *L'intercommunalité et la santé : regards croisés entre code général des collectivités territoriales et code de la santé publique*, in P. Allorant, F. Eddazi et alii, *Intercommunalité et santé. Un nouvel acteur de santé publique ?*, Mare et Martin, 2023, p. 53 et s.
4. *Les groupements hospitaliers de territoire*, in S. Brimo et O. Renaudie (dir.), *Santé et territoire(s)*, LexisNexis, 2022, p. 32 et s.
5. *Brèves remarques sur le droit de la santé*, *Rev. dr. Assas* 2021, n° 22, p. 135 et s.
6. *Le renouveau de la proximité en droit de la santé*, in *Défiance et santé*, RDSS 2021, n° spéc., p. 133 et s.
7. *L'urgence dans tous ses états : état d'urgence, urgence sanitaire, état d'urgence sanitaire*, in F. Vialla et P. Vielfaure (dir.), *Les pouvoirs publics face aux épidémies (de l'Antiquité au XXIe siècle)*, LEH, 2021, p. 111 et s.
8. *L'activité libérale des praticiens hospitaliers : une mise en perspective historique et juridique*, *Les Tribunes de la santé (SEVE)* 2021, n° 69, doss. *Demain, quel hôpital public ?*, p. 101 et s.
9. *La lutte contre l'épidémie de covid-19 en France. Premiers enseignements pour le droit de la santé publique*, in Ch. Noiville, S. Laugier et X. Philippe (dir.), *Regards croisés Droit-Philosophie sur la pandémie de Covid-19*, Mare et Martin, 2021, p. 31 et s.
10. *Autorisations, coopération et concurrence dans le secteur hospitalier*, RDSS 2020, doss. *Les autorisations sanitaires*, p. 433 et s.
11. et M. Cormier, *Réflexions sur les causes et les effets de la concentration du secteur hospitalier français*, RGDM 2019, n° 73, p. 51 et s.

12. et A. Audouin, *Régulation de l'offre de santé : les prémices d'une profonde mutation ?*, Rev. Dr. et Santé 2019, p. 915 et s.
13. *La réforme au long cours des autorisations sanitaires*, RGDM 2019, n° 72, doss. *La loi du 24 juillet 2019 et le Plan « Ma santé 2022 »*, p. 87 et s.
14. *La coordination des forces de l'ordre et des professionnels de la santé : arrêter les auteurs des actes et/ou soigner les blessés ?*, RDSS 2019, doss. *Terrorisme et droit de la santé*, p. 226 et s.
15. *Les sources de la déontologie*, in *Déontologie et santé*, RDSS 2018, n° spéc., p. 23 et s.
16. *L'Assistance publique – Hôpitaux de Paris, laboratoire des évolutions du Code de la santé publique ?*, RDSS 2016, doss. *L'Assistance publique – Hôpitaux de Paris*, p. 1017 et s.
17. *L'hospitalisation à temps partiel*, in *Hospitalisation et ambulatoire*, RDSS 2016, n° spéc., p. 29 et s.
18. *La nouvelle définition du service public hospitalier*, *Cahiers de la fonction publique et de l'administration* sept. 2016, p. 33 et s.
19. *L'accès aux soins et la loi du 26 janvier 2016*, RDSS 2016, doss. *La loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation du système de santé*, p. 673 et s.
20. *Territorialisation des politiques de santé et structuration des parcours de santé*, *Revue Droit et Santé* 2016, n° spéc. *La loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation du système de santé*, p. 65 et s.
21. *Règles de publicité et de mise en concurrence : le droit de l'Union européenne menace-t-il les coopérations sanitaires françaises ?*, in *mélanges offerts au Professeur M. Bélanger*, LEH, 2015, p. 433 et s.
22. *Quel hôpital public au début du XXIe siècle ?*, in *L'hôpital public au début du XXIe siècle*, RDSS, n° spéc., 2015, p. 7 et s.
23. *Parcours de soins et traitement du cancer*, in *Cancer et Droit*, RDSS, n° spéc., 2014, p. 51 et s.
24. *Le pilotage de l'activité des établissements de santé*, in *mélanges en l'honneur de M.-F. Callu*, LexisNexis, 2013, p. 473 et s.
25. *Contentieux de la planification sanitaire : petit panorama de la jurisprudence administrative récente*, *Revue Droit et Santé* 2013, n° spéc., p. 248 et s.
26. *Les préfets et la santé après la loi du 21 juillet 2009*, in *La loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires »*, RGDM, n° spéc., 2011, p. 59 et s.
27. *L'organisation française de la prise en charge des urgences*, in *La prise en charge de l'urgence médicale*, *Gaz. Pal.* 28 décembre 2008, p. 8 et s.
28. *Les conventions de coopération interhospitalière*, in *Le contrat en droit de la santé*, RGDM, n° spéc., 2007, p. 119 et s.
29. *L'évolution récente des contrats publics dans le domaine hospitalier*, in *Contrats publics, mélanges offerts au Professeur M. Guibal*, t. 2, PU Montpellier, 2006, p. 12 et s.
30. et E. Terrier, *La réforme de la planification hospitalière*, *AJDA* 2006, p. 422 et s.
31. et L. Lambert-Garrel, E. Terrier, F. Violla, *L'insoutenable imprécision de la faute caractérisée dans la réparation du handicap de naissance*, in *Le handicap : droit, histoire, médecine*, PUAM, 2004, p. 139 et s.
32. *Le statut des établissements d'hospitalisation à domicile* : JCP E 2004, *cah. dr. entr.* n° 1, p. 8 et s.
33. *Qu'est-ce qu'une A.R.H. ? Brèves remarques sur l'agence régionale de l'hospitalisation*, JCP E 2003, *cah. dr. entr.* n° 2, p. 16 et s.

Finances sanitaires et sociales

34. *Financement, évaluation et contrôle de la transition écologique*, in *Transition écologique et système de santé*, LEH, coll. *Actes et séminaires*, 2025, p. 73 et s.
35. *Sur quelques aspects juridiques des finances hospitalières contemporaines*, in *Droit, Santé, Éthique, Mélanges en l'honneur de Marie-Laure Moquet-Anger*, LGDJ, 2024, p. 45 et s.

36. « RAC en vrac ». *Quelques considérations juridiques sur les nouveaux restes à charge*, *Les Tribunes de la santé (SEVE)* 2024, n° 81, doss. *Les nouveaux défis économiques de la politique de santé*, p. 55 et s.
37. *La réforme du financement des urgences*, in A. Lami et V. Vioujas (dir.), *Crise des urgences ou crise du système de santé ?*, L'Épilogue, 2023, p. 77 et s.
38. *Les juges du financement de la santé*, in *Les juges de la santé*, RDSS, n° spéc., 2023, p. 21 et s.
39. *Le financement des mesures de sécurisation des établissements*, RDSS 2023, doss. *La sécurité des établissements publics de santé*, p. 215 et s.
40. *Le financement de l'hospitalisation privée*, RDSS 2021, doss. *L'hospitalisation privée*, p. 998 et s.
41. *Télémédecine et remboursement des actes*, RDSS 2020, doss. *La télémédecine saisie par le droit*, p. 23 et s.
42. *Les enjeux des expérimentations de « l'article 51 » de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018*, JDSAM 2019, n° 24, p. 6 et s.
43. *Vers une transformation financière du système de santé ?*, RDSS 2019, doss. *Le Plan « Ma santé 2022 »*, p. 35 et s.
44. *Le financement du service public hospitalier*, RDSS 2017, doss. *Le renouveau du service public hospitalier ?*, p. 657 et s.

Droit de l'action sociale et médico-sociale

45. et G. Duthil, *Le vieillissement, un enjeu de santé publique : à quand une réelle convergence des droits sanitaire et médico-social ?*, RDSS 2018, p. 538 et s.
46. *La réforme de la régulation de l'offre médico-sociale*, RGDM 2016, n° 59, p. 157 et s.
47. *Le GCSMS, l'autre groupement de coopération (sur les groupements de coopération sociale ou médico-sociale)*, RGDM 2007, n° 22, p. 49 et s.

Droit du contentieux administratif

48. *Vers une adaptation substantielle du contentieux des actes de régulation devant le juge administratif ?*, in *Indépendance, mélanges offerts au Professeur J.-L. Autin*, PU Montpellier, t. 1, 2011, p. 505 et s.
49. *La persistance du recours dans l'intérêt de la loi en matière administrative*, RDP 2010, p. 1209 et s.

Préparation aux concours administratifs

50. *Méthodologie générale*, in *L'entretien avec le jury. Préparer le grand oral des concours administratifs*, Ellipses, 2014, p. 7 et s.

III. Notes

Droit de la santé publique

51. *La dualité fonctionnelle du directeur général de l'ARS*, note ss. CE, 12 décembre 2012, *Syndicat national des établissements et résidences privés pour les personnes âgées*, req. n° 350479, et *Syndicat des médecins inspecteurs de santé publique*, req. n° 354635, RGDM 2013, n° 46, p. 312 et s.
52. et G. Hichri, *L'application du droit de la concurrence aux activités de soins soumises à autorisation*, note ss. Aut. de la conc., décis. n° 12-D-03 du 23 janvier 2012, RGDM 2012, n° 45, p. 27 et s.
53. *Procédure de règlement amiable en cas d'accidents médicaux, d'affections iatrogènes ou d'infections nosocomiales*, note ss. CE, Avis, 10 octobre 2007, *Sachot*, in *Les grandes décisions du droit médical*, LGDJ, 2009, p. 614 et s.

Droit administratif

54. *Requalification d'un contrat d'occupation et incertitude sur la compétence juridictionnelle*, note ss. CE, Sect., 28 décembre 2009, *SARL Brasserie du Théâtre*, *Concurrences* 2010, n°2, p. 167 et s.
55. *Organisation des personnes publiques et obligation de mise en concurrence : les « opérateurs dédiés » sauvés*

par les « contrats-maison » ?, note ss. CE, 4 mars 2009, *Syndicat national des industries d'information de santé* : RFDA 2009, p. 759 et s.

IV. Notices

56. *Police sanitaire* : in O. Gohin, X. Latour et O. Renaudie (dir.), *Dictionnaire du droit de la sécurité intérieure*, Mare et Martin, 2025, p. 523 et s.
57. *Droit de la santé* : in M. Touzeil-Divina (dir.), *Introduction encyclopédique aux études et métiers juridiques*, LGDJ, 2011, p. 199 et s.
58. *Responsabilité des cliniques* : in Ph. Pédrot (dir.), *Dictionnaire de droit de la santé et de la biomédecine*, Ellipses, 2006, p. 382 et s.

V. Chroniques d'actualité et de jurisprudence

A. Observations publiées dans la chronique « Droit de la santé – Responsabilité médicale et hospitalière » au JCP A

1. *Régime des autorisations sanitaires – Méconnaissance de la liberté d'entreprendre (non) – Notion d'établissement de santé – Interprétation dénaturante (oui)*, obs. ss. CE, 22 juillet 2020, *M. A...*, req. n° 423313, *JCP A* 2021, chr. n° 2001, n° 5
2. *Responsabilité de l'État – Exposition au benfluorex (Médiateur) – Articulation avec le mécanisme amiable d'indemnisation des victimes (CSP, art. L. 1142-24-1 et s.)*, obs. ss. CE, 31 déc. 2019, *M. B...*, req. n° 420231, *JCP A* 2020, chr. n° 2209, n° 3
3. *Vaccinations obligatoires – Compatibilité avec la CEDH (oui) – Retrait des vaccins obligatoires comportant des adjuvants aluminiques (non)*, obs. ss. CE, 6 mai 2019, *Ligue nationale pour la liberté des vaccinations*, req. n° 419242 et CE, 6 mai 2019, *M. B. et a.*, req. n° 415694, *JCP A* 2020, chr. n° 2042, n° 9
4. *Admission aux urgences – Contention – Fouille (non) – Responsabilité du service public hospitalier (non)*, obs. ss. CE, 18 mars 2019, *Mme C... et a.*, req. n° 418985, *JCP A* 2019, chr. n° 2199, n° 2
5. *Soins psychiatriques sans consentement – Modification de la forme de prise en charge – Office du juge des libertés et de la détention – Communication des certificats médicaux (oui)*, obs. ss. Cass. 1^{re} civ., 22 nov. 2018, n° 18-14.642, *JCP A* 2019, chr. n° 2199, n° 1
6. *Dispositifs médicaux – Limites apportées à la liberté d'entreprendre – Objectif de protection de la santé publique*, obs. ss. CE, 12 juillet 2018, *Société Echografilm*, req. n° 412025, *JCP A* 2019, chr. n° 2053, n° 7
7. *Infections nosocomiales – Prise en charge par la solidarité nationale – Perte de chance – Action récursoire de l'ONIAM*, obs. ss. CE, 25 mai 2018, *ONIAM*, req. n° 410142, *JCP A* 2019, chr. n° 2053, n° 6
8. *Contentieux de la facturation des établissements de santé*, obs. ss. CE, 7 mars 2018, *Ministre des Affaires sociales et de la Santé*, req. n° 403309, *JCP A* 2018, chr. n° 2207, n° 8
9. *Infections nosocomiales et greffe d'organes*, obs. ss. CE, 30 juin 2017, *ONIAM*, req. n° 401497, *JCP A* 2018, chr. n° 2007, n° 8

B. Observations publiées dans la chronique « Régulation de l'offre de soins » à la Revue générale de droit médical

10. *La poursuite de la réforme des hôpitaux de proximité*, Obs. sur l'ordonnance n° 2021-582 et le décret n° 2021-586 du 12 mai 2021, *RGDM* 2020, n° 79, p. 231
11. *Légalité des clauses financières des conventions de coopération : l'exemple du reversement partiel du forfait technique dans le cadre de co-utilisations d'équipements matériels lourds*, Obs. ss. CE, 10 juillet 2020, *Mme D... et autres c/ CH de Sarrebourg*, req. n°s 432336, 432441, 432342, 432343 et 432344, *RGDM* 2020, n° 77, p. 401
12. *Précisions sur le régime juridique de la permanence des soins en établissement de santé*, Obs. ss. CE, 28 septembre 2020, *Mme B... c/ ARS Provence-Alpes-Côte d'Azur*, req. n° 429046, *RGDM* 2020, n° 77, p. 396

13. *Nouvelles conséquences de la dualité fonctionnelle des directeurs généraux d'ARS et précisions sur leurs prérogatives en matière de cession d'autorisations médico-sociales*, Obs. ss. CE, 26 février 2020, *Société Thessalie*, req. n° 422344, *RGDM* 2020, n° 75, p. 428
14. *Contentieux des sanctions T2A : à quelle date entrent en vigueur les dispositions d'une loi de financement de sécurité sociale ?*, Obs. ss. CE, 23 mai 2018, *Ministre des affaires sociales et de la santé c/ CHR de Metz Thionville*, req. n° 409607, *RGDM* 2018, n° 69, p. 367 (avec les concl. de Ch. Touboul reproduites p. 358 et s.)
15. *Contentieux de la dégressivité tarifaire : quel est le juge administratif compétent ?*, Obs. ss. CE, 9 février 2018, *Société Maison de chirurgie Clinique Turin*, req. n° 412583, *RGDM* 2018, n° 69, p. 356 (avec les concl. de Ch. Touboul reproduites p. 348 et s.)
16. *La limitation de l'accès au prétoire du juge du tarif est-elle inconstitutionnelle ?*, Obs. ss. CNTSS, 1^{er} décembre 2017, *Fédération de l'hospitalisation privée – Médecine-Chirurgie-Obstétrique (FHP-MCO)*, n° A.2015.41, *RGDM* 2018, n° 67, p. 244
17. *Caducité des autorisations sociales et médico-sociales : deux décisions récentes vues à l'aune du nouveau régime*, Obs. ss. CAA Bordeaux, 2 mai 2017, *Département de la Gironde*, req. n° 15BX04061 et 15BX04063 et TA Montpellier, 3 janvier 2017, *Société Les Jardins de Flore*, req. n° 1504094, *RGDM* 2018, n° 66, p. 301
18. *Caducité des autorisations sociales et médico-sociales : un nouveau régime légal et réglementaire plus exigeant*, Obs. ss. décret n° 2017-1620 du 28 novembre 2017 relatif à la caducité de l'autorisation des établissements sociaux et médico-sociaux, *RGDM* 2018, n° 66, p. 299
19. *Précisions sur les conventions de délégation de gestion d'activités de soins soumises à autorisation*, Obs. ss. TA Rennes, 13 avril 2017, *Union de gestion de la clinique mutualiste de la Sagesse*, req. n° 1502145, *RGDM* 2017, n° 65, p. 320
20. *L'enrichissement continu de la notion légale de régulation "de l'offre de services de santé" par la jurisprudence administrative*, Obs. ss. CE, 17 juin 2015, *M. A*, req. n° 389117 et CAA Lyon, 28 juin 2015, *SARL Ambulances DIMO*, req. n° 15LY00927, *RGDM* 2015, n° 56, p. 351
21. *La fin des syndicats interhospitaliers*, Obs. ss. décret n° 2012-1483 du 27 décembre 2012 relatif à la transformation des syndicats interhospitaliers en groupement de coopération sanitaire ou en groupement d'intérêt public, *RGDM* 2015, n° 55, p. 380
22. *Groupement de coopération sanitaire, contrat d'association au "service public hospitalier" et règles de publicité et de mise en concurrence*, Obs. ss. CAA Nantes, 12 avril 2013, *SELARL Radiodiagnostic du Giennois*, n° 11NT03011, *RGDM* 2015, n° 55, p. 377
23. *Retour sur la nature juridique des ARS*, Obs. ss. CE, 4 juin 2014, *Ministre des affaires sociales et de la santé*, req. n° 367298, *RGDM* 2015, n° 55, p. 361

C. Observations publiées dans la chronique « Droit public financier » de la revue Droit administratif

24. *Établissements de santé, contrôle de leur facturation et sanctions financières* (avec A. Uzel), *Dr. adm.* fév. 2017, chr. n° 2
25. *Le financement du service public dans le domaine de la santé est-il compatible avec le droit de l'Union européenne ?*, *Dr. adm.* août 2014, chr. n° 7
26. *Décisions accordant un avantage financier et erreurs dans la liquidation des créances : vers une stabilisation jurisprudentielle ?*, obs. ss. CE, 9 mai 2011, *Ministre de la Défense*, req. n° 339901, *Dr. adm.* oct. 2011, chr. n° 4

D. Observations publiées dans les chroniques « Contrats » et « Établissements » de la Revue Droit et Santé

27. Obs. ss. Trib. confl., 17 décembre 2007, n° C3646, *SELARL MB Associés*, *Rev. Dr. et Santé* 2008, p. 590-592
28. Obs. ss. CE, 14 mai 2008, *M. Nomblot et autres*, req. n° 280935, *Rev. Dr. et Santé* 2008, p. 488-490
29. Obs. ss. CE, 3 mars 2008, *Fédération hospitalière privée Rhône-Alpes*, *Rev. Dr. et Santé* 2008, p. 377-379

30. Obs. ss. Avis CCNE n° 101, 28 juin 2007, *Santé, éthique et argent : les enjeux éthiques de la contrainte budgétaire sur les dépenses de santé en milieu hospitalier*, Rev. Dr. et Santé 2008, p. 245-248
31. Obs. ss. Circulaire DGAS/CNSA/SD.2/2C/SD 3/SD 5 n° 2006-534 du 14 décembre 2006 relative au programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) et à ses conséquences juridiques, Rev. Dr. et Santé 2007, p. 789-791
32. Obs. ss. Circulaire DHOS/O1 n° 2007-65 du 13 février 2007 relative à la prise en charge des urgences, Rev. Dr. et Santé 2007, p. 774-779
33. Obs. ss. Circulaire DHOS/03 n° 2006-506 du 1^{er} décembre 2006 relative à l'hospitalisation à domicile, Rev. Dr. et Santé 2006, p. 406-408
34. Obs. ss. CE, 26 juillet 2006, *SA Clinique chirurgicale Saint-Bernard*, req. n° 283156, Rev. Dr. et Santé 2006, p. 252-254
35. Obs. ss. Circulaire DHOS/O4 n° 2006-293 du 3 juillet 2006 relative à l'activité de soins de chirurgie cardiaque, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 560-562
36. Obs. ss. Décret n° 2006-413 du 6 avril 2006 relatif aux groupements assurant la coordination des interventions en matière d'action sociale et médico-sociale, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 418-420
37. Obs. ss. Ordonnance n° 2005-1088 du 1^{er} septembre 2005 relative à la composition et aux compétences de la Cour nationale et des tribunaux interrégionaux de la tarification sanitaire et sociale, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 416-418
38. Obs. ss. Circulaire DHOS/O4 n° 2006-97 du 6 mars 2006 relative aux schémas interrégionaux d'organisation sanitaire, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 412-414
39. Obs. ss. Décret n° 2005-20 du 11 janvier 2005 relatif à l'exercice d'une activité libérale par les praticiens hospitaliers à temps plein dans les établissements publics de santé – Décret n° 2006-274 du 7 mars 2006 relatif à la redevance due à l'hôpital par les praticiens hospitaliers à temps plein exerçant une activité libérale dans les établissements publics de santé, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 303-306
40. Obs. ss. Circulaire DGAS/2 C n° 2005-111 du 28 février 2005 relative aux conditions d'autorisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 448-450
41. Obs. ss. CAA Marseille, 6 janvier 2005, *Association société Gonfalon dite Archiconfrérie de la Sainte-Croix*, n° 02MA02247, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 445-448
42. Obs. ss. CE, ord., 29 avril 2004, *Département du Var*, req. n° 266902, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 147-150
43. Obs. ss. CE, 9 février 2004, *Lambert et autres*, req. n° 248171, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 142-144
44. Obs. ss. CE, avis, 16 février 2004, *Association familiale les papillons blancs de Denain et environs*, req. n° 261652 – CE, 28 avril 2004, *Foyer-logement résidence Maurice Villatte*, req. n° 255932, Rev. Dr. et Santé 2005, p. 52-57
45. Obs. ss. Circulaire DHOS/O n° 2004-101 du 5 mars 2004 relative à l'élaboration des SROS de troisième génération, Rev. Dr. et Santé 2004, p. 155-158
46. Obs. ss. CE, 16 juin 2004, *SELARL J.-M. X. – F. Y. – M. Z. et autres* : req. n° 247910, Rev. Dr. et Santé 2004, p. 153-155
47. Obs. ss. Circulaire DHOS/O n° 2004-44 du 4 février 2004 relative à l'hospitalisation à domicile, Rev. Dr. et Santé 2004, p. 60-62
48. Obs. ss. CE, 10 mars 2004, *M. Melki* : req. n° 218455, Rev. Dr. et Santé 2004, p. 52-54

E. Observations publiées dans la chronique juridique de la revue *Finances hospitalières*

49. *Sur la portée juridique des objectifs de dépenses dans le domaine hospitalier*, note ss. CE, 25 mars 2025, *FHP-SMR*, req. n° 495169, *Finances hospitalières* nov. 2025, p. 21
50. *Finances hospitalières et aides d'État*, note ss. CE, 30 décembre 2024, *FHP-SMR*, req. n° 491459, *Finances hospitalières* mai 2025, p. 18
51. *Maigres précisions jurisprudentielles sur la dotation populationnelle en soins médicaux et de réadaptation*,

note ss. CE, 5 avril 2024, *FHP-SMR*, req. n° 476634, *Finances hospitalières* nov. 2024, p. 19

52. *La réforme du financement des activités de psychiatrie devant le Conseil d'État*, note ss. CE, 14 décembre 2023, *FHP-PSY*, req. n° 468139, 475566, 475568, 475567, *Finances hospitalières* mars 2024, p. 21
53. *Nouvelles récentes du Conseil d'État en matière de finances hospitalières*, note ss. CE 13 octobre 2023, req. n° 467929, n° 467930 et n° 467863, *Finances hospitalières* déc. 2023, p. 18
54. *Coopérations entre établissements publics de santé et médecins libéraux : une transaction peut-elle prévenir un contentieux d'autorisations ?*, note ss. CE, 7 novembre 2022, *Centre havrais d'imagerie médicale nucléaire et a.*, req. n° 454495, *Finances hospitalières* janv. 2023, p. 23
55. *Facturation des actes de biologie hors nomenclature : un contentieux en voie d'expansion ?*, note ss. CAA Douai, 14 juin 2022, *CHU Amiens-Picardie*, req. 19DA02025 et CAA Bordeaux, 9 juin 2022, *Centre d'oncologie et radiothérapie*, req. 20BX02853, *Finances hospitalières* sept. 2022, p. 21
56. *Ordonnance du 12 mai 2021 : la réforme des autorisations sanitaires suit son cours*, *Finances hospitalières* septembre 2021, p. 22
57. *Quelques apports de l'ordonnance du 18 novembre 2020 relatives aux missions des agences régionales de santé*, *Finances hospitalières* mars 2021, p. 26
58. *Coopérations entre établissements publics de santé et médecins libéraux : dernières précisions du Conseil d'État*, note ss. CE, 29 juin 2020, *M. B... c/ CH de Digne-les-Bains*, req. n° 421609 ; CE, 10 juillet 2020, *M. B... c/ CH de Saint-Calais*, req. n° 427782, *Finances hospitalières* octobre 2020, p. 23
59. *Le nouveau régime juridique de la cession des autorisations sociales et médico-sociales*, note ss. CE, 22 novembre 2018, *Société EHPAD « Ma Résidence »*, req. n° 412057, et décret n° 2020-254 du 13 mars 2020 relatif aux modalités de la cession prévue à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, *Finances hospitalières* avril 2020, p. 24
60. *Activité libérale des praticiens hospitaliers : la facturation de dépassements d'honoraires reconnue conforme à la Constitution*, note ss. CC, déc. QPC n° 2019-792, 21 juin 2019, *Clinique Saint-Cœur et a.*, *Finances hospitalières* oct. 2019, p. 24
61. *La conclusion d'une convention constitutive de GCS est-elle soumise à une procédure de publicité et de mise en concurrence ?*, obs. ss. CAA Nantes, 7 décembre 2018, *M. E... c/ CH de Saint-Calais*, req. n° 17NT02361, *Finances hospitalières* mars 2019, p. 24
62. *Les nouvelles obligations hospitalières de facturation des patients*, *Finances hospitalières* sept. 2018, p. 24
63. *Précisions récentes sur la compétence et l'office du juge du tarif*, obs. ss. CE, 20 octobre 2017, *Société Sogecler*, req. n° 401554 et CE, 9 février 2018, *Société Maison de chirurgie Clinique Turin*, req. n° 412583, *Finances hospitalières* mars 2018, p. 22

VI. Éditoriaux

1. *L'obésité du code de la santé publique : un mal nécessaire ?*, in *Finances hospitalières* juin 2025, p. 1
2. *ARS : stop ou encore ?*, in *Finances hospitalières* juil. 2024, p. 1
3. *Le temps des incertitudes*, in *Finances hospitalières* avril 2023, p. 1 (à propos de la concomitance de la mise en œuvre de plusieurs réformes sanitaires)
4. *Les habits neufs des lois de financement de la sécurité sociale*, in *Finances hospitalières* avril 2022, p. 1
5. *Quels anniversaires pour les lois hospitalières ?*, in *Finances hospitalières* juil. 2021, p. 1
6. *Les réponses du monde d'hier*, in *Finances hospitalières* juil. 2020, p. 1 (à propos du traitement financier de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19)
7. *La loi des ordonnances*, in *Finances hospitalières* mars 2019, p. 1 (à propos du projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé)

ENSEIGNEMENTS

I. Principaux cours magistraux

Niveau licence

- De 2017 à 2020 : *Science administrative* ; Licence 3 (UFR Droit et science politique – Université Rennes I) ; 33 h.
- De 2009 à 2011 : *Politiques et action publiques* ; Licence d'administration publique et Classe préparatoire aux concours externes (IPAG – Université Paris-X Nanterre) ; 36 h.
- De 2008 à 2017 : *Droit de l'Union européenne* ; Licence d'administration publique et Classe préparatoire intégrée de l'Institut régional d'administration (IRA) de Lille ; 40 h.
- De 2008 à 2011 : *Droit de l'aide et de l'action sociales* ; Licence d'administration publique et Classe préparatoire aux concours externes (IPAG – Université Paris-X Nanterre) ; 24 h.

Niveau Master 1

- De 2014 à 2016 et depuis 2022 : *Droit de la santé publique* ; Master 1 de l'Université Paris-II – Panthéon-Assas ; 36 h.
- De 2017 à 2020 : *Budgets et comptabilité publics* ; Master 1 en droit public et de droit de la santé (UFR Droit et science politique – Université Rennes I) ; 33 h.
- De 2008 à 2015 : *Droit hospitalier* ; Master d'administration publique et Classe préparatoire aux concours externes (IPAG – Université Paris-X Nanterre) ; 24 h.

Niveau Master 2

- 2025 : *Droit des établissements sociaux et médico-sociaux (12 h)* ; Master 2 Droit de la santé (Université de Lorraine).
- 2025 : *Organisation du système de santé (10 h)* ; Master 2 Risques médicaux, santé et responsabilités (Université de Paris-I – Panthéon-Sorbonne).
- Depuis 2021 : *Droit des coopérations sanitaires et sociales (25 h) / Droit de la planification sanitaire et sociale (25 h) / Statuts de l'usager et des établissements sanitaires et sociaux (20 h)* ; Master 2 Droit sanitaire et social (Université Paris-Panthéon-Assas).
- De 2017 à 2020 : *Responsabilité pénale et indemnitaire (36 h) / Politiques internationales et européenne de la santé (16 h) / Contentieux de la tarification sanitaire et sociale (8 h) / Systèmes d'information, éthique et libertés (8h)* ; Master 2 Droit, Santé, Éthique (UFR Droit et science politique – Université Rennes I).
- 2016 à 2020 : *Droit des coopérations sanitaires* ; Master 2 Droit sanitaire et social (Université Paris-II – Panthéon-Assas) ; 20 h.
- De 2015 à 2018 : *Droit hospitalier* ; Master 2 Droit et management de la santé (Université de Cergy-Pontoise) ; 36 h.
- De 2012 à 2018 : *Régulation du système hospitalier* ; Master 2 Direction, organisation et stratégie des structures sanitaires et médico-sociales (Université Lyon III) ; 20 h.
- De 2010 à 2017 : *Droit hospitalier* ; Master 2 Droit de la protection sociale et de la santé (UFR Droit et science politique – Université Paris-X Nanterre) ; 20 h.
- De 2009 à 2013 : *Droit hospitalier* ; Master 2 Droit de la santé (Université Paris Est Créteil) ; 30 h.
- De 2008 à 2017 : *Conférences d'actualité sur le droit public interne – préparation aux oraux terminaux* ; Master 2 Droit public général (UFR Droit et science politique – Université Paris-X Nanterre) ; 26 h.
- Depuis 2005 : *Régulation de l'offre de soins* ; Master 2 Droit et gestion des établissements de santé (Université Montpellier I) ; 15 h.

II. Autres enseignements

Travaux dirigés

- De 2008 à 2017 : *Préparation aux oraux d'admission des concours administratifs* ; Classe préparatoire aux

concours externes (IPAG – Université Paris-X Nanterre) ; 36 h.

- De 2008 à 2012 : *Droit administratif général* ; Licence en droit, 2^e année (UFR Droit et science politique – Université Paris-X Nanterre) ; 72 h.
- De 2008 à 2012 : *Droit constitutionnel et Droit administratif* ; Classe préparatoire aux concours externes (IPAG – Université Paris-X Nanterre) ; 72 h.

Formations professionnelles

- 2014-2021 : *Droit hospitalier* ; École du Val-de-Grace – Préparation au concours interne de directeur des soins dans le Service de santé des armées ; 20 h.
- Depuis 2011 : *Régulation des établissements sanitaires et médico-sociaux* ; Institut Léonard de Vinci – MBA Directeur de structures de santé et de solidarité ; 30 h.
- Depuis 2008 : Multiples interventions d’une journée ou d’une demi-journée à l’EHESP dans le cadre de Masters, de la formation initiale ou continue des agents hospitaliers, ou encore de la préparation aux différents concours d’entrée à l’École.
- De 2005 à 2009 : *Droit de la sécurité sociale et de l’aide sociale* ; Préparation au concours interne d’attaché territorial (CNFPT - Montpellier) ; 45 h.